

6 les dossiers brûlants du Gouvernement

Infrastructures routières

Nécessité de faire avancer les chantiers

G.R.M.

Libreville/Gabon

JEAN-PIERRE Oyiba devrait désormais descendre sur le terrain pour donner un coup d'accélérateur aux dossiers de la route qui, selon les statistiques des institutions communautaires, compte parmi la moins développée en Afrique centrale. Ne bénéficiant d'aucun état de grâce accordée généralement au nouveau venu et, en dépit du contexte économique et financier actuel, le ministre des Travaux publics se doit de s'atteler à terminer les chantiers à l'arrêt.

C'est le cas du chantier d'aménagement en 2x2 voies de la route de Melen, en direction de Bifoun. Les engins de la société adjudicataire de ce marché ne sont plus visibles sur le chantier depuis plusieurs mois. A cause du mauvais état de la route, atteindre la meilleure partie du tronçon, à partir du pont sur la rivière Agoula, relève du parcours du combattant. Le ministre des Travaux publics ne le sait probablement pas, parce qu'il n'est pas présent sur le terrain. Autre projet routier abandonné qui mérite aussi qu'on lui accorde une attention : Ovan-Makokou



Photo : Boubala

Le ministre d'Etat, Jean-Pierre Oyiba, face à des équations difficiles.

(97 km). Ce tronçon fait partie du réseau prioritaire défini par le gouvernement en 2011, au même titre que les axes Makokou-Mékambo-Ekata (près de 250 km), Okondja-Mouniandzi-Makokou (260 km), Ndendé-Nyali-Tchibanga (88 km, inachevé), Alembé-Mikouyi (386 km), Mbadi-Moabi-Tchibanga (150 km), Assock-Ngomominvoul (120 km), Ndendé-Doussala (50 km), Koula-Moutou-Mimongo-Yeno-Mouila (264 km), Moanda-Bakoumba (45 km), Yombi-Mandji-Omboue-Port-Gentil et Mougagara-Gamba.



Photo : Innocent M&#39;Badouma



Photo : Olivier Ndembé

Mêmes les voiries urbaines nécessitent une action.

Tous ces tronçons constituent la ceinture routière nécessaire pour relier tous les chefs-lieux de provinces. A ceux-là s'ajoute la route Kougoulev-Medouneu-Sam-Bibass (317 km) qui permet, lorsqu'elle est en bon état, d'arriver plus rapidement à Oyem par rapport à celle passant par Ndjolé.

Le calvaire d'Afoumazock, un des nombreux borbiers entre Ovan et Makokou.

Transport public

Sogatra : le premier dossier brûlant d'Estelle Ondo

Innocent M'BADOUMA

Libreville/Gabon

PARMI les dossiers brûlants auxquels Estelle Ondo, nouveau ministre des Transports, doit apporter immédiatement une solution, il y a celui de la Société gabonaise de transport (Sogatra). Incapable de s'autofinancer, assurant avec inefficacité les missions de transport public, la Société gabonaise de transport est devenue budgétivore pour l'Etat.

Pourtant, depuis 2011, du temps de Julien Nkoghe Bekale, alors ministre des Transports, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, avait instruit le gouvernement de vite restructurer la Sogatra. Les réunions techniques et de cabinet se sont multipliées, sans aucune solution. Partenaire de l'Etat dans bon nombre de domaines, le cabinet Betchel avait même été envoyé en renfort pour remettre la Sogatra sur les rails.

Six ans plus tard, malgré le changement de directeurs généraux, la Sogatra est



Photo : BANDOMA/L'Union

La ministre des Transports : quelle solution pour Sogatra ?

toujours sous perfusion. Sans possibilité de "guérir". En interne, le climat social est délétère avec des grèves sans fin, les actifs liés au parc automobile se dévalorisent : la Sogatra agonise et ne doit sa survie qu'à l'Etat qui l'a placée sous assistance respiratoire. Et le déploiement de ses lignes en province n'a fait que l'enfoncer.

Pourtant, les spécialistes le disent. Un bon système de transport public apporterait un bien-être aux populations. La démission du gouvernement sur la question, son atermoiement à trouver un modèle économique de transport urbain rentable, ont laissé le déplacement des citoyens aux caprices des appétits financiers des transporteurs pri-



Photo : R.H.A./L'Union

Vue du parc à bus de la Société de transport publique.

vés, essentiellement des expatriés, venus faire rapidement (et facilement) fortune. Lesquels trouvent dans la désagrégation de l'offre de transport public, une opportunité de saigner des ménages gabonais, contribuant ainsi à la vie chère. Conséquences : se déplacer de son domicile pour son lieu de travail ou son école,

et vice-versa, est devenu un facteur de stress : réveil au petit matin pour saisir la première occasion, bousculades et craintes de vols à la tire au point d'embarquement, retards préjudiciables au boulot et à l'école, etc. Pire, le saucissonnage des tronçons a accru la facture à payer pour un trajet. La question est de savoir si

l'Etat doit continuer à engouffrer de l'argent dans ce gouffre à sous, via les achats périodiques de bus, le paiement des salaires des employés, les subventions diverses pour son fonctionnement... Quelle solution pour la Sogatra ? La réponse de Mme Estelle Ondo est attendue par l'opinion.